

Unis pour défendre l'Ecole Moderne et la CEL

Depuis trois ans, une violente campagne a été déclenchée contre les Techniques Freinet de l'Ecole Moderne par la « Nouvelle Critique » d'abord, par la revue « L'Ecole et la Nation » ensuite.

Le mouvement de l'Ecole Moderne est un libre groupement d'éducateurs de toutes tendances, où la critique indispensable a toujours fonctionné activement et sans réserve, mais toujours aussi dans un esprit constructif de la plus totale camaraderie, dans cet esprit d'amitié CEL dont nous nous enorgueillons.

Loin de nous formaliser de voir une association ou un parti critiquer notre travail, nous nous en réjouissons car nous avons conscience des imperfections, que nous tenons à corriger, du travail que nous poursuivons dans des conditions toujours excessivement difficiles.

Nous nous serions donc félicités des critiques de la « Nouvelle Critique » ou de « L'Ecole et la Nation », si ces critiques n'avaient été menées avec des procédés d'accusation et de dénigrement systématiques que nous ne saurions accepter.

— L'attaque était déclenchée à l'origine dans la « Nouvelle Critique » par l'article d'un professeur qui n'avait jamais vu notre matériel et qui n'avait pas davantage vu fonctionner une école travaillant selon nos techniques.

— L'attaque se poursuivait, non par une élémentaire information à la base, chez les usagers eux-mêmes, mais par un découpage et une trituration de textes rendus contraires à leur esprit. Ces procédés rendaient évident le parti-pris de leurs auteurs de condamner les Techniques Freinet et Freinet.

— Après le Congrès de La Rochelle, en 1952, Freinet est accusé, dans « L'Ecole et la Nation », de « fonder sa pédagogie sur des théories antiscientifiques et réactionnaires qui laissent les maîtres sans défense contre l'irrationnel et finalement l'obscurantisme que, pratiquement, il justifie et propage. » On lui reprochait en même temps de « soutenir les catholiques contre l'Ecole laïque ».

— Après nous être rendus compte que, sur de telles bases de parti-pris sectaire, toute discussion devenait inutile, nous avons décidé de ne plus répondre à acurée attaque.

Cela n'a pas empêché les critiques d'être plus malveillantes encore après le dernier Congrès de Rouen. La CEL est maintenant vendue au maire de Rouen,

protégée par la bourgeoisie, soutenue par ses journaux (les journaux communistes faisant le silence complet sur le déroulement d'un Congrès de 800 éducateurs).

— Comme on ne peut atteindre Freinet sur le plan pédagogique, on va essayer de saper l'œuvre vive du plus grand groupe de travail pédagogique de France : la CEL.

Le conseil d'administration de la CEL a toujours eu à cœur de faire de ses ouvriers et employés les travailleurs les mieux payés de la région. Aussi **n'y a-t-il jamais eu à la CEL aucune revendications de salaires**, celles-ci étant satisfaites avant même d'être énoncées. En septembre 1952, le conseil d'administration octroyait à tous ses employés une majoration de salaire de dix pour cent qui portait les tarifs horaires aux taux suivants :

4 employés (provisoires) à ...	121 fr.	4 employés à	176 fr.
3 employés à	132. »	1 —	180. »
4 —	137.50	1 —	198. »
3 —	143. »	2 —	205. »
6 —	148.50	1 —	211. »
1 —	154. »	1 —	242. »
3 —	160. »	1 —	244. »

Diverses primes sont venues, cette année, améliorer encore cette situation.

Mais, dès ce moment-là, commençait sur ordre, au sein de l'entreprise CEL de Cannes, une campagne de critique destructrice et de désagrégation contre laquelle le conseil d'administration a dû réagir en septembre dernier. Il se trouvait, en effet, réuni à Cannes, les 3, 4, 5 et 6 septembre, au moment même où étaient suscités des désordres que la presse locale, puis « L'Ecole et la Nation » ont exploité pour en faire scandale. C'est en toute connaissance de cause que les membres du conseil d'administration, tous militants chevronnés et respectés, ont dû prendre des mesures et des sanctions sans lesquelles la CEL ne pouvait retrouver le climat de travail et de calme nécessaire à sa bonne marche.

Ces sanctions ont été prises à l'unanimité du conseil d'administration, membres communistes compris. Freinet a rigoureusement tenu par la suite tous les membres du conseil d'administration au courant de l'évolution de l'affaire. Et c'est le conseil d'administration unanime qui garde l'entière responsabilité des décisions prises.

C'est maintenant « L'Ecole et la Nation » qui reprend et développe la campagne sur la base de documents et de faits tous ou erronés, ou faussement interprétés et qui tendent à montrer que Freinet a maintenant trahi la classe ouvrière, que nos techniques sont devenues réactionnaires et que la CEL, coupée de la classe ouvrière, ne saurait continuer son action.

Tous les adhérents de la CEL, tous les bons ouvriers de l'Ecole Moderne, tous les partisans actifs de la grande idée coopérative, fruit de trente ans d'efforts et de sacrifices des meilleurs défenseurs de l'Ecole laïque, auront à cœur de témoigner ici que la CEL est leur œuvre et qu'ils sauront la défendre.

○ Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à votre délégué départemental

Unis pour défendre l'Ecole Moderne et la CEL

Le conseil d'administration de la CEL unanime, toutes tendances réunies, les adhérents de la CEL, les partisans de l'Ecole Moderne, soussignés :

— Protestent contre la campagne de dénigrement menée par « L'Ecole et la Nation » contre le mouvement de l'Ecole Moderne, contre la CEL et contre Freinet ;

— Protestent contre les attaques sectaires dont l'organisation coopérative à Cannes a été l'objet de la part d'employés plus préoccupés de susciter de l'agitation que de travailler comme ils le devaient en ouvriers conscients et consciencieux ;

— Affirment que c'est le conseil d'administration unanime qui a pris sur place, en toute connaissance de cause, les décisions rendues nécessaires par le désordre suscité au sein de l'entreprise par les éléments d'opposition ;

— Protestent notamment contre la campagne menée dans « Le Patriote » des Alpes-Maritimes et dans « L'Ecole et la Nation » pour présenter Freinet comme un véritable patron de combat ;

— Décident d'organiser la défense de la CEL et du mouvement de l'Ecole Moderne en défendant Freinet en qui ils renouvellent leur totale confiance ;

— Demandent aux adhérents et aux amis de l'Ecole Moderne de prendre en mains la défense active d'une des réalisations les plus méritoires de l'Ecole laïque française.

Ont signé cette protestation, tous les membres du conseil d'administration :

Alziary, président, Marg. Bouscarrut, Suz. Daviault, Coqblin, Costa, Faure, Gouzil, Lallemand, Rigobert, Delporte, Lebreton, Bernardin, Fonvieille, Cabanes, Hourtic.

Ont signé également, un certain nombre de camarades qui ont participé, le 17 décembre, à Marseille, à une réunion extraordinaire du bureau du conseil d'administration :

Février, président du groupe départemental du Vaucluse ; Gente, délégué départemental Vaucluse ; Viallat, membre du Bureau départemental des Bouches-du-Rhône ; Clémence Bens, trésorière du groupe ; Marcel Bens ; Felizat, secrétaire sous-section d'Aix ; Thérèse Fiorini.

Signez, faites signer autour de vous et renvoyez les listes à notre président : ALZIARY, chemin des Sablettes, La Seyne-sur-Mer (Var), ou à la CEL, Cannes, qui transmettra.